

Une liste des entreprises qui profitent des crimes de guerre israéliens

13.02.2020

Categories: Apartheid et colonialisme, Campagnes (FR), Droit international

Mercredi 13 février, les Nations unies ont finalement publié leur base de données sur les entreprises impliquées dans les colonies israéliennes en Cisjordanie occupée, y compris Jérusalem-Est, et sur le plateau du Golan en Syrie.

La publication de cette liste intervient après des [années de retards inexpliqués](#), qui ont incité les organisations de défense des droits humains à s'inquiéter de constater que les Nations unies succombaient aux [pressions politiques](#) visant à supprimer ces informations.

Les colonies israéliennes établies sur les terres occupées sont illégales au regard du droit international et leur construction est un crime de guerre qui fait l'objet d'une enquête de la Cour pénale internationale.

Le [rapport publié par le Haut-Commissariat aux droits de l'Homme des Nations unies](#) dresse la liste de 112 entreprises impliquées dans certaines activités dans les colonies, notamment la fourniture d'équipements et de matériaux pour la construction ou la démolition de maisons, la surveillance et la sécurité, le transport et l'entretien, la pollution et le déversement de déchets, et l'utilisation des ressources naturelles, y compris l'eau et la terre.

Le Comité national pour le Boycott, le désinvestissement et les sanctions, le groupe de pilotage de la campagne BDS menée par les Palestiniens, a [salué la publication](#) de la base de données, qui a eu lieu «malgré les brimades du président Donald Trump et du gouvernement d'extrême droite d'Israël». Il a ajouté que «ces entreprises doivent être tenues de rendre des comptes, notamment par des boycotts stratégiques et des campagnes de désinvestissement».

Les pressions israéliennes

La base de données de l'ONU devait initialement être publiée il y a trois ans. Israël et les États-Unis étaient déterminés à arrêter sa publication, craignant qu'elle ne donne un coup de fouet aux efforts pour tenir Israël responsable et forcer les entreprises à cesser d'aider Israël à violer les droits des Palestiniens. En 2017, Danny Danon, l'ambassadeur d'Israël auprès de l'ONU avait déclaré qu'Israël ferait tout ce qui est en son pouvoir pour que cette liste ne voie pas le jour.

En réagissant à la publication de la liste, Gilad Erdan, le ministre des affaires stratégiques d'Israël, a [déclaré](#) que cela prouvait une fois de plus l'antisémitisme constant de l'ONU et la haine d'Israël. Il faut dire qu'incapables de défendre ses violations du droit international, les dirigeants israéliens ont pris l'habitude

de qualifier systématiquement d'antisémites même les critiques les plus légères.

La liste comporte certaines des marques impliquées...

La base de données comprend des entreprises israéliennes et des marques internationales bien connues telles que les agences de voyage **Airbnb**, **Booking.com** et **TripAdvisor**, le fabricant de matériel de construction **JCB**, la société immobilière [Re/Max](#), le fabricant de trains **Alstom**, le géant américain de l'alimentation **General Mills** et la société d'électronique **Motorola**.

General Mills possède des dizaines de marques de supermarchés connues, dont Häagen-Dazs, Yoplait et Cheerios.

On trouve également sur la liste **Mayer's Cars and Trucks**, l'agent israélien du fabricant d'équipements Volvo basé en Suède.

Parmi les entreprises israéliennes figurant sur la liste de l'ONU, on trouve aussi les grandes banques, qui financent le vol de terres palestiniennes, et la compagnie nationale des eaux israélienne **Mekorot**, qui pille l'eau palestinienne. Figure aussi sur la liste la chaîne de supermarchés israélienne **Shufersal**, qui gère des magasins et des chaînes d'approvisionnement dans les colonies. Il faut noter que plusieurs ambassades de l'Union européenne (laquelle prétend s'opposer aux colonies israéliennes) ont organisé des promotions conjointes des produits de leur pays avec cette entreprise, alors même que Shufersal profite des colonies.

...mais toutes les entreprises impliquées ne figurent pas sur la liste

L'entreprise **Volvo** elle-même ne figure pas sur la liste. Volvo fournit des équipements pour la [destruction de biens palestiniens](#), des camions pour le transport de déchets vers des décharges illégales et des [bus blindés pour les colonies](#). La liste ne comprend pas non plus **Caterpillar**, qui a longtemps été la [cible des militant-e-s](#) à cause de la vente de matériel de construction utilisé par Israël pour construire des colonies et détruire des maisons palestiniennes. Son agent israélien, **Israel Tractors and Equipment**, ne figure pas non plus sur la liste, malgré le rôle avéré de Caterpillar dans l'expansion des colonies et la fourniture à l'armée israélienne de [bulldozers qui sont utilisés comme armes](#).

Le Comité national du BDS a souligné d'autres omissions majeures : **G4S**, les sociétés **Hewlett-Packard**, **Hyundai Heavy Industries**, **HeidelbergCement**, **Cemex** et le fabricant d'armes israélien **Elbit Systems**.

Un autre exemple des types d'activités que la base de données ne couvre pas est l'investissement dans des entreprises impliquées dans des crimes israéliens telle que l'assureur français Axa, par exemple. Des militant-e-s font pression sur Axa pour qu'il se sépare des fabricants d'armes et des banques israéliennes [qui financent les colonies](#).

La base de données n'est donc clairement pas exhaustive et se limite uniquement aux entreprises impliquées dans des activités spécifiées par le mandat du Conseil des droits de l'Homme des Nations unies. Ses auteurs reconnaissent d'ailleurs que la base de données ne couvre pas toutes les activités commerciales liées aux colonies, et ne s'étend pas à l'activité commerciale plus large dans le territoire palestinien occupé et qui pourrait soulever des préoccupations en matière de droits humains.

Néanmoins, les militants considèrent la publication de la base de données comme une première étape importante et un outil pour faire pression en faveur de la responsabilisation.

Human Rights Watch, l'une des organisations qui a critiqué les Nations unies pour avoir retardé à plusieurs reprises la publication, a salué la publication de la base de données. Bruno Stagno, directeur

exécutif du groupe pour la défense des droits humains [a déclaré](#):

«La publication tant attendue de la base de données des Nations unies sur les entreprises de colonisation devrait mettre toutes les entreprises en garde : Faire des affaires avec des colonies illégales, c'est aider à commettre des crimes de guerre (...). La publication de la base de données marque un progrès essentiel dans l'effort mondial visant à garantir que les entreprises mettent fin à leur complicité dans les violations des droits et respectent le droit international.»

L'ONU devrait mettre à jour la liste chaque année.

Source: Ali Abunimah, [Electronic Intifada](#)